**Macron président : Loi Travail, Ordonnances, poursuite de l’Etat d’urgence…**

**DEFENDONS NOS DROITS SOCIAUX ET NOS LIBERTES !**

**RESISTANCE !**

Emmanuel Macron, après une campagne soutenue par les plus grands médias, vient d’être élu Président de la République Il n’est pas inutile de rappeler qu’avec 24% des voix au 1er tour, soit 18% des inscrits, et un taux record d’abstention et de bulletins blancs ou nuls au second tour, cette élection n’est pas un plébiscite à un programme.

La nomination comme Premier Ministre d’un fondateur de l’UMP, ancien directeur de la communication d’Areva, de même que la nomination à Bercy d’un cacique de la droite, Bruno Le Maire, et le directeur de campagne de Sarkozy à la primaire de la droite, Gérald Darmanin ne laissent plus aucun doute sur l’orientation du gouvernement. La pseudo modernité affichée aboutit au pouvoir renforcé du monarque affichant son intention d’utiliser le parlement comme chambre d’enregistrement pour gouverner par ordonnances dès cet été afin de poursuivre la casse du Code du Travail et de la protection sociale. La nomination au ministère du Travail d’une technocrate proche du MEDEF en dit long sur les objectifs programmés.

**Poursuivre une politique de déréglementation du marché du travail ne pourra qu’aggraver le bilan du quinquennat Hollande-Valls-Macron** qui a vu le développement du chômage, de la précarité, l’explosion des inégalités sociales, et favoriser la montée de l’extrême droite. Notre refus de la loi Travail (loi El Khomri) appuyé par 70% de l’opinion publique et une majorité de syndicats est toujours aussi déterminé. Macron et son équipe veulent aller encore plus loin pour assurer la flexibilité totale des salariés en réduisant leurs droits au maximum.

**Les régressions sociales prévues vont aussi concerner des sujets majeurs comme l’Education nationale**. La nomination rue de Grenelle de Jean-Michel Blanquer, proche d’Alain Juppé et de l’Institut Montaigne, qui dirigeait ces dernières années l’ESSEC, l’une des plus prestigieuses écoles de commerce, annonce clairement la volonté d’appliquer à l’Education nationale les recettes libérales : « autonomie » des établissements scolaires pour les programmes, les horaires et l’embauche, leur mise en concurrence à tous les niveaux, annualisation du temps de travail des enseignants, techniques de gestion inspirées du management entrepreneurial…

**A cela s’ajoute la poursuite de l’Etat d’urgence et des politiques migratoires à l’encontre des réfugiéEs.**

Les semaines qui viennent vont être décisives et notre mobilisation la plus unitaire devra être au rendez-vous et à la hauteur de l’enjeu.

**Dans l’immédiat, il y a urgence à soutenir toutes les luttes contre les fermetures d’usine et les licenciements** : Whirpool, GM&S, dans le textile et le commerce de l’habillement. Cela est vrai aussi des services publics et des 120 000 suppressions d’emploi projetées.

Leur lutte nous concerne toutes et tous.

**Nous devons travailler à construire un rapport de force national et nous prendrons des initiatives en ce sens. Nous sommes prêts aussi à participer et à tout faire pour assurer la réussite des initiatives que décideront les organisations syndicales.**

**Macron a son calendrier de contre réformes, dès maintenant préparons la résistance ! Rien n’est inéluctable.**

**Premiers signataires**: Assemblée citoyenne 1ère et 8ème circonscription du 34, CGT Educ’ Action 34, CGT Précaires Montpellier, CNT ESS 34, Coordination des Groupes Anarchistes (CGA) 34, Ensemble !34, France Insoumise, Nouveau Parti Anticapitaliste 34 (NPA), Parti Communiste (PC) Fédération de l’Hérault, Parti de Gauche(PG) 34,

Sud Chimie 34, Sud Education 34, Sud PTT 34,